

LE 8 NOVEMBRE 2004
ENSEMBLE POUR NOS SALAIRES
RASSEMBLEMENT DE 11 H 00 à 12 H
DEVANT LA PREFECTURE

NOUS MERITONS MIEUX QUE 0 % (OU PRESQUE) !

le ministre de la Fonction publique a fixé un « rendez-vous salarial » le 8 novembre 2004 au cours duquel il doit communiquer les propositions gouvernementales sur l'évolution des salaires. Il apparaît d'ores et déjà que celles-ci risquent d'être très insatisfaisantes dans la mesure où, actuellement, aucun crédit ne figure au projet de loi de Finances (PLF) 2005.

Agissons ensemble pour :

- ý Le rattrapage du pouvoir d'achat des actifs et retraités sur la période 2003/2004.
- ý Le maintien et la progression du pouvoir d'achat pour tous, actifs et retraités.
- ý Des mesures pour les salaires et le relèvement du minimum fonction publique qui demeure sous le SMIC.
- ý Une amélioration des déroulements de carrières et promotions, avec une réforme de la grille permettant de reconnaître les qualifications et d'ouvrir de réelles perspectives aux carrières.

Zéro pour 2003, et 0,5 % pour 2004 présentées comme un « effort financier » pour « redonner confiance ». Le Ministre annonce l'ouverture de négociations salariales mais la date est sans cesse repoussée.

La Cgt vous appelle à **ne pas subir l'inacceptable** et à vous inscrire dans la démarche impulsée par toutes les organisations syndicales de la Fonction publique, pour exiger la progression du pouvoir d'achat.

Question de choix :

Depuis 1980, la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée, dans le pays, de 69 % à 57 %, la part des profits bruts augmentait, elle, dans le même temps.

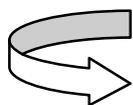
Cela s'inscrit dans une logique globale à laquelle nous nous heurtons et qui touche tout à la fois aux questions des salaires, des missions de service public, à l'emploi, à la protection sociale et aux retraites...

Alors que le gouvernement fait passer en force une décentralisation de plus en plus rejetée – jusque dans les rangs de la majorité- et que la réforme de l'état se traduit par un recul général du service public,

Les annonces concernant le budget 2005, confirment des coupes considérables dans les moyens de la Fonction publique de l'état : en crédit et en emplois.

Aujourd'hui, concernant les salariés, il s'agit d'exiger en priorité le règlement d'un contentieux qui se traduit, depuis le 1/1/2000, par une baisse de l'ordre de 7 % du pouvoir d'achat des traitements et pensions, avec les pertes cumulées qui représentent, en terme de pouvoir d'achat, **l'équivalent d'un mois de salaire en moyenne.**

AVEC LA CGT, EXIGEONS



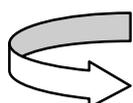
La revalorisation des salaires :

- pour maintenir le pouvoir d'achat de tous,
- et sa progression à qualification constante.



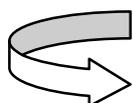
Des mesures pour les bas salaires :

- avec un minimum Fonction publique à 1 400 €
- et des effets sur toutes les catégories.



La reconstruction de la grille et la redéfinition des carrières :

- pour reconnaître les qualifications,
- donner du souffle aux déroulements des carrières.



L'intégration progressive des primes (avec une mesure immédiate à hauteur de 8 %).

**Le lundi 8 novembre 04
De 11h à 12 heures, tous en grève.**

**Pour nos salaires, la CGT appelle l'ensemble les personnel à
un débrayage, de 11h à 12 heures
et à se rassembler devant la Préfecture**